

Nous devons envisager les changements dans le contexte d'une situation mondiale. Demain, les communications et les besoins auront rapproché, comme jamais auparavant, les hommes de toutes langues, races ou religions.

Jean Lesage

La modernisation de la société québécoise

La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle ont été marqués par une intensification de l'industrialisation et de l'urbanisation. Au début de la Grande Crise, près des deux tiers de la population du Québec habite en zone urbaine. Le commerce de détail fait des progrès tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Les mentalités demeurent traditionnelles malgré des tiraillements entre modernisme et conservatisme.

Avant la crise de 1929, l'État ne faisait que de brèves incursions dans le domaine privé et n'intervenait que ponctuellement dans le secteur social, confié jusque-là aux Églises et associations caritatives. La dépression et, ultérieurement, la Seconde Guerre mondiale amènent désormais l'État à intervenir plus spécifiquement : des mesures sociales temporaires soulagent quelque peu la misère engendrée par la crise économique. Ce sont là les prémices de l'État-providence.

Paradoxalement, malgré l'important ralentissement de l'économie, c'est pendant les années de crise que s'amorcent les prochaines mutations qui affecteront la société québécoise. Le domaine des communications de masse – radio, presse, téléphonie et cinéma – prend de l'expansion et l'influence américaine est de plus en plus présente. L'opposition au conservatisme politique, social et religieux et l'ouverture au changement social se manifestent et s'affirment au sein de différents mouvements, notamment celui de

femmes. Idola Saint-Jean, Thérèse Casgrain et Carrie Derrick sont parmi celles qui militent pour l'obtention du droit de vote. En dépit de résistances politiques, sociales et religieuses particulièrement vives au cours des années du gouvernement Duplessis, les valeurs et les mentalités de la société québécoise se transforment. Ce changement, précurseur de la Révolution tranquille, se remarque en milieu urbain et rural, mais s'y déploie à des rythmes différents.

C'est aussi le début de la société de consommation. La Seconde Guerre mondiale vient considérablement intensifier et accélérer ce mouvement. Au cours des décennies qui suivent, le Québec connaît de grandes transformations sur tous les plans, notamment en ce qui concerne les mentalités, influencées par l'arrivée, depuis 1952, de la télévision. C'est également au cours de ces années que la société québécoise, comme le reste de l'Amérique du Nord, vit une importante poussée démographique : la *baby-boom*.

Par ailleurs, avec la *Révolution tranquille*, l'État québécois prend de l'expansion. De nouveaux ministères sont créés : Éducation, Affaires culturelles et Affaires fédérales-provinciales. La représentation du Québec à l'étranger s'intensifie avec l'inauguration de Délégations générales. La fonction publique se développe et des sociétés d'État sont créées, telles la Société générale de financement et la Caisse de dépôt et placement. Les

mentalités se transforment et le rôle de l'État se modifie. C'est notamment le cas au plan du développement régional : l'État crée des organismes de planification et de développement (en 1962, le Conseil d'orientation économique du Québec et en 1963, le BAEQ¹). Toutes ces mesures traduisent une nouvelle conception de l'État, qui désormais fournit des capitaux et crée des emplois.

Au cours des années 60, une multiplicité de phénomènes et d'événements se conjuguent pour accélérer le développement de la société québécoise : l'Exposition universelle de Montréal favorise l'ouverture sur le monde, on accorde de plus en plus d'importance à l'éducation, les mouvements féministe et syndical s'intensifient, de nouveaux partis politiques voient le jour, le phénomène de laïcisation s'accroît, le mouvement d'affirmation culturelle prend de l'ampleur et l'immigration se diversifie.

La décennie suivante débute par une crise idéologique, politique et sociale majeure : Octobre 70, événement marquant de l'histoire du Québec. Au cours de cette période, de grands débats de société ont cours à propos du nationalisme québécois, de la langue, de la santé, du monde du travail, de l'environnement et du développement économique. Les femmes occupent de plus en plus de place dans différentes sphères de la société et investissent des lieux de pouvoir.

L'entrepreneuriat québécois francophone se déploie et les petites et moyennes entreprises se multiplient. Sous le gouvernement Bourassa, de grands chantiers hydro-électriques sont entrepris et des négociations importantes sont amorcées avec des communautés autochtones. En 1975, les gouvernements du

Canada et du Québec, les Cris, les Inuit du Nouveau-Québec et Hydro-Québec signent la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*. À leur tour, les Naskapis négocient la *Convention du Nord-Est québécois* qu'ils signeront en 1978.

La modernisation de la société québécoise constitue donc un phénomène complexe qui conjugue une diversité de composantes sociales, démographiques, culturelles, économiques et politiques. À partir de la Grande Crise jusqu'aux années 1980, l'interventionnisme de l'État s'accroît alors que la société québécoise devient le théâtre d'importants changements d'attitudes et de valeurs. C'est donc sous l'angle d'entrée de la dynamique entre les changements de mentalité et le rôle de l'État que les élèves sont appelés à étudier la réalité sociale *La modernisation de la société québécoise*.

Le schéma qui suit présente l'articulation entre les compétences disciplinaires et le contenu de formation. Dans une perspective historique, les élèves sont d'abord amenés à se poser des questions au sujet de la gouvernance et des valeurs qui ont cours, aujourd'hui, au Québec, pour s'interroger ensuite sur le processus de modernisation qui a eu cours entre 1930 et 1980. Puis, à l'aide de la méthode historique et selon l'angle d'entrée retenu, ils doivent interpréter la réalité sociale à l'étude. Leurs interrogations, du présent et du passé, et leur interprétation du passé devraient les amener à prendre conscience que plus d'une conception de ce que devrait être une société aujourd'hui, ont cours. Réfléchir au rôle du pouvoir politique dans la prise en compte ou dans une éventuelle conciliation de ces diverses conceptions, c'est là un exercice formateur de citoyenneté.

¹ Bureau d'aménagement de l'Est du Québec